

## ÉTUDE DE CAS

**Perspectives de contribution à l'économie circulaire  
comme avenue de transition socioécologique : le cas de  
l'entreprise communautaire Recyclo-Centre à Sorel-Tracy**René Lachapelle<sup>a</sup>DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n3.1682>

---

**RÉSUMÉ.** La transition socioécologique donne un relief significatif aux initiatives d'économie circulaire, tandis que les entreprises de l'économie sociale et solidaire offrent une avenue privilégiée pour les développer. Situé à Sorel-Tracy au Québec, le Recyclo-Centre inc. est une entreprise d'économie sociale et solidaire de récupération-réutilisation-recyclage constituée comme organisme à but non lucratif depuis 1995. Élargissant sa capacité d'action en développant des partenariats importants avec la MRC de Pierre-De Saurel et en exploitant un commerce qui remet en circulation des centaines de tonnes de vêtements, meubles et électroménagers, l'entreprise génère des revenus permettant de créer des emplois, de maintenir une mission d'entraide auprès de personnes vulnérables pour des biens essentiels et d'agir comme entreprise d'insertion professionnelle. À partir d'une entrevue de groupe avec les dirigeants et des partenaires du Recyclo-Centre, l'article fait le point sur les perspectives de sa contribution à l'économie circulaire dans la MRC de Pierre-De Saurel en matière de transition socioécologique.

**Mots clés :** Économie circulaire, économie sociale et solidaire, gestion des matières résiduelles

**ABSTRACT.** Socioecological transition provides significant relief to the circular economy initiatives, while social and solidarity economy businesses provide a privileged means to develop them. Located in the city of Sorel-Tracy in the province of Quebec, Recyclo-Centre Inc., that specializes in recovery-reuse-recycling, is a social and solidarity economy business incorporated as a non-profit organization in 1995. It expands its activity capacity by developing significant partnerships with the MRC de Pierre-De Saurel (regional county municipality) and by operating a business that puts hundreds of tons of clothing, furniture, and household appliances back into use on the market. The company generates sufficient income to create jobs, to maintain a mission of mutual aid with vulnerable people for essential goods, and to act as an employment integration company. Based on a group interview with the Recyclo-Centre managers and partners, the article reviews the prospects for its contribution to the circular economy in the MRC de Pierre-De Saurel from a socioecological transition perspective.

**Key words:** Circular economy, social and solidarity economy, waste management

---

**Introduction**

L'intérêt croissant pour l'économie circulaire répond à l'urgence de plus en plus manifeste de réaliser la transition socioécologique. Si un premier bilan du système économique québécois démontre que seulement 3,5 % des ressources sont recirculées (RECYC-QUÉBEC et Circle Economy, 2021), cette part est appelée à croître, ce qui fait de l'économie circulaire une avenue intéressante pour développer une économie de sobriété, plutôt que de croissance. Comment concrétiser cette visée de réduire le

<sup>a</sup> Doctorat en service social, professionnel de recherche, Centre de recherche du Canada en organisation communautaire, Université du Québec en Outaouais

prélèvement de ressources dans une société de consommation? L'idée de transformer les résidus des uns en ressources pour les autres afin de réduire notre empreinte écologique n'est pas nouvelle. Par exemple, à Sorel-Tracy, le Recyclo-Centre inc., qui s'inscrit dans cette stratégie, a été constitué comme organisme à but non lucratif dès 1995, mais son histoire remonte à la fin des années 1960, sous la dénomination d'Atelier du chômeur. Sa pertinence prend du relief dans la conjoncture.

L'article propose d'abord d'explorer et de préciser les concepts d'économie circulaire et d'économie sociale et solidaire (ÉSS) dans une perspective de transition socioécologique. Dans un deuxième temps, il présente le cas du Recyclo-Centre comme entreprise d'ÉSS, avec la préoccupation d'identifier en quoi ce statut d'entreprise s'inscrit dans la visée de l'économie circulaire comme avenue de transition socioécologique. Enfin, il aborde la contribution effective de cette entreprise à l'économie circulaire sous l'angle de la gestion des matières résiduelles de la municipalité régionale de comté (MRC) de Pierre-De Saurel, où elle est située.

Nous avons effectué une revue des publications sur l'économie circulaire et une consultation des documents disponibles sur l'histoire et sur l'expérience du Recyclo-Centre, puis nous avons procédé à une collecte de données dans le cadre d'une entrevue de groupe auprès des gestionnaires du Recyclo-Centre afin de baser notre réflexion sur la perception des personnes qui font de cette entreprise d'ÉSS une expérience d'économie circulaire.

Par la suite, sur la base de ces informations de première main, nous avons tenté de mettre en évidence comment le milieu considère cette expérience, grâce à deux entrevues : l'une avec le responsable de la gestion des matières résiduelles de la MRC de Pierre-De Saurel, l'autre avec la directrice générale de la Société d'aide au développement de la collectivité (SADC) Pierre-De Saurel. Cette démarche terrain a été complétée par une rencontre avec la directrice générale du Centre de transfert technologique en écologie industrielle (CTTEI), affilié au Cégep Sorel-Tracy, afin d'obtenir sur l'expérience un regard expert en matière d'économie circulaire.

## 1. Cadre conceptuel

### 1.1 L'économie circulaire comme contribution à la transition socioécologique

Selon Dubeu (2022) :

La dynamique de développement paraît toujours liée à la croissance économique. Il faut pourtant arrêter de raisonner dans ce carcan. D'abord pour des raisons écologiques car la planète ne supporte plus ce modèle, ensuite pour des raisons sociales, car il est producteur d'inégalités (p. 216).

Riopel (2022) souligne que, dans le troisième rapport de son sixième cycle, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) « explore en profondeur pour la première fois des options en matière de “sobriété” qui pourraient détourner notre trajectoire collective » (p. 101). Une de ces options est l'économie circulaire.

Séguin (2022) estime que même si « nous vivons aujourd'hui un “moment radical” », la transition passe par des « transformations [qui] prennent du temps et sont rarement ressenties comme des changements abrupts » (p. 72). Elle passe par la mobilisation de la société civile, notamment par l'éducation populaire, et constitue un passage obligé afin que les populations mettent une pression suffisante pour inciter les gouvernements à poser les gestes collectifs requis, si exigeants soient-ils, pour réaliser la transition.

Pichot (2022) rappelle que « l'écologie est complexe et qu'elle ne peut être réelle et valable que par la conscience de sa transversalité nécessaire avec les défis sociaux et économiques actuels » (p. 120). Quant à Jegen (2022), elle affirme que, pour gérer le capital carbone restant en voie d'épuisement, « il faut remplacer l'économie linéaire par une économie circulaire, c'est-à-dire séparer la croissance économique de l'épuisement des ressources naturelles et de l'empreinte environnementale », ce qui entraîne l'exigence de « gérer efficacement l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie des produits, des services et des procédés » (p. 59).

Ainsi, la transition socioécologique repose, d'une part, sur des changements techniques auxquels on peut associer l'économie circulaire et, d'autre part, sur des transformations sociales, dont l'ÉSS peut être une avenue importante, que ce soit en matière de justice sociale (lutte à la pauvreté) ou de culture (modes de produire, de consommer et, plus largement, d'occuper la planète). En effet, la transition socioécologique renvoie à des enjeux politiques qui découlent d'une exigence de transformation radicale, mais aussi de changements à l'échelle des communautés :

La transition socioécologique pourrait se définir comme le passage de l'état actuel du système à un état socialement plus juste, inclusif et écologiquement viable, rendu possible grâce à une transformation de nos pratiques démocratiques, de nos modes de productions, de consommations, de vivre ensemble et de nos représentations (récits), et s'appuyant sur l'établissement de rapports sociaux porteurs de justice sociale et d'inclusion (Guay-Boutet et collab., 2021, p. 24).

Audet et ses collègues (2019) ajoutent, à partir de l'expérimentation dans deux quartiers montréalais, le concept de « déterminants sociaux de la transition écologique » pour désigner « l'existence de conditions spatiales, de représentations collectives et de dynamiques locales qui font que les gens se sentent ou non interpellés par un projet de transition » (p. 22).

Maheux-Picard et Pinna (2022) utilisent la définition formulée par le Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire :

Système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités. (p. 129)

Ces autrices précisent que la circularité se déploie selon des stratégies en amont « pour réduire la quantité de ressources vierges consommées » et « en aval [...] qui vont donner une nouvelle vie aux ressources, comme l'écologie industrielle, le recyclage et le compostage » (p. 130). Les initiatives d'économie circulaire doivent donc permettre notamment de « réduire la consommation de matières premières [...] et d'utiliser les matières recyclables et retirer les matières premières du flot de déchets » (Van Buren et collab., 2016, p. 3, trad. libre<sup>1</sup>).

Selon le *Rapport sur l'indice de circularité* de RECYC-QUÉBEC et Circle Economy (2021), l'économie québécoise affiche un écart de circularité de 96 %, ce qui signifie que « la majeure partie des ressources qu'utilise l'économie pour satisfaire ses besoins ne sont pas circulaires » (p. 6). Ce diagnostic pointe l'importance pour la transition socioécologique d'accroître substantiellement la place de l'économie circulaire dans l'économie québécoise.

## 1.2 L'économie sociale et solidaire

Selon l'organisme Économie sociale Bas-Saint-Laurent (2023), l'ÉSS peut être définie par sa finalité de « rendement à la communauté et la défense du bien commun, directement liée aux besoins et aux aspirations des collectivités et [par le fait qu'elle] regroupe les activités économiques qui ne sont ni gouvernementales, ni privées » (paragr. 1).

Harrisson et Klein (2004) la présentent comme une manifestation d'innovation sociale reposant sur des :

arrangements d'acteurs qui permettent de poser les problématiques sociales de façon nouvelle et de créer des dispositifs susceptibles de trouver de nouvelles solutions au sein de la collectivité, tout en assurant des services de façon à faire avancer dans la construction d'une société à haut niveau de qualité de vie. (p. 3)

Ces entreprises économiques « relèvent davantage du bricolage empirique et du savoir expérientiel des acteurs que de l'application systématique de théories politiques ou économiques » (Jetté, 2017, p. 308).

Quant à Bellemare et ses collègues (2022), ils considèrent que l'économie circulaire et l'économie sociale sont naturellement parentes :

Sur le plan conceptuel, l'économie sociale aussi bien que l'économie circulaire ont une perspective de transformation de la société : l'économie sociale cherche à démocratiser l'économie et, de ce fait, à remplacer les entreprises capitalistes au service d'actionnaires, alors que l'économie circulaire vise à découpler l'économie axée sur la croissance d'une demande insoutenable de ressources. (p. 108, trad. libre<sup>2</sup>)

Cette parenté de visée offre une assise à la complémentarité pratique de ces deux principes d'activité économique.

Enfin, selon Maheux-Picard et Pinna (2022), l'ÉSS joue un rôle central dans la transition :

Au Québec, dans toutes les filières de recyclage qui se sont créées au cours des trente dernières années, ce sont souvent des entreprises d'économie sociale qui ont soutenu le processus. [...] Ce sont des entités qui ont l'avantage d'avoir une certaine agilité. (p. 133)

## 2. Étude de cas

### 2.1 Le Recyclo-Centre, une entreprise d'ÉSS engagée dans l'économie circulaire et la transition socioécologique

Le Recyclo-Centre est une entreprise d'ÉSS de récupération-réutilisation-recyclage qui contribue au développement de l'économie circulaire dans la MRC de Pierre-De Saurel, un territoire engagé depuis le tournant des années 1990 dans la perspective de devenir une région d'excellence en développement durable (CLD du Bas-Richelieu et collab., 2005). L'équipe du Recyclo-Centre assume aussi la gestion de l'Atelier-Centre de travail adapté et celle de l'Écocentre de la MRC de Pierre-De Saurel, qui misent sur ce complexe de récupération-réutilisation-recyclage pour inscrire le territoire sorelois dans le « moment radical » de la transition socioécologique. Comme le souligne la directrice de la SADC, du fait notamment de l'émergence du concept de transition socioécologique et de l'investissement de nouvelles ressources pour soutenir cette émergence :

Il y a toujours eu ici des arrimages entre le communautaire et l'économie, moins au cours des dernières années, mais, actuellement, il y a un nouveau souffle. (entrevue SP<sup>3</sup>)

La contribution de l'entreprise à la mobilisation des communautés de la MRC de Pierre-De Saurel passe notamment par son impact comme ressourcerie sur la culture de consommation de la population : « La ressourcerie/recyclerie, par sa proximité avec la population et son action inclusive, [...] devient donc un relais d'informations, mais aussi une structure d'accompagnement, un véritable vecteur d'éducation populaire à l'environnement et à la production de comportements éco-citoyens » (Pichot, 2022, p. 118). L'efficacité de ses activités repose sur les savoir-faire du personnel :

Les relations avec d'autres organisations permettent d'être à l'affût de ce qui se fait pour recycler ces matières. (entrevue MF)

Déjà, le maillage entre le Recyclo-Centre, l'Écocentre régional et l'Atelier-Centre de travail adapté :

fait en sorte que, pour tous ces gisements, on se rend compte que, plus on est capables de concentrer ces matières en gros volume, plus on devient des joueurs bien positionnés au Québec pour leur traitement. (entrevue AG)

S'ajoute la participation au Collectif des entreprises d'insertion, qui compte des entreprises qui travaillent au dégazage des petits appareils réfrigérants, au développement de liens avec les entreprises qui font du démantèlement des serpuariens et à l'alliance du Réseau interrégional de valorisation et de recyclage des appareils ménagers (RIVRA)<sup>4</sup>, dont les cinq entreprises membres partagent mutuellement leurs connaissances et leurs contacts dans le but de limiter les déplacements de matériaux :

Le RIVRA regroupe [outre le Recyclo-Centre] Groupe Coderr (Alma), Option Métal Recyclé (Québec), Groupe Aptas (Sainte-Marie) et Défi Polyteck (Estrie). Ils sont généreux de leurs connaissances, de leurs contacts. (entrevue MF)

Comme le précise Dubeu (2022), « les savoirs construits par les acteurs de l'économie solidaire ne sont pas enseignés dans les institutions éducatives formelles et sont normalement "appris sur le tas" » (p. 216).

Un défi du développement de l'économie circulaire réside dans les exigences de long terme :

Il faut du temps et du travail avant qu'il y ait des résultats mesurables. Le développement des compétences, les connaissances, les projets pilotes, les études de faisabilité; tout cela constitue des phases en amont, mais c'est du temps, c'est de l'argent, un défi financier. Pour justifier le Programme [Virage Vert<sup>5</sup>], nous devons montrer des indicateurs, donc des impacts, et que ça rapporte. (entrevue SP)

Le soutien public nécessaire au développement d'initiatives comme le Recyclo-Centre reste difficile à obtenir, que ce soit en financement ou en réglementation :

L'économie circulaire exige qu'on sorte des logiques sectorielles. On fait de la sensibilisation, on crée des pôles de concertation, mais les gens des ministères siégeant à ces comités ne sont pas des décideurs. Leur marge de manœuvre est extrêmement limitée, donc les initiatives avancent moins vite. (entrevue CMP)

Les entreprises engagées dans l'économie circulaire ne génèrent pas de profits importants à partir desquels elles pourraient améliorer leur capacité de production. Dans une telle situation, le soutien public devient une condition de réussite, mais :

À l'échelle québécoise, il n'y a pas grand-chose en matière de financement public pour développer ces filières. Il pourrait y avoir un financement de DEC au titre d'améliorer la productivité, mais sous forme de prêts, ce qui n'est pas intéressant pour une entreprise d'économie sociale. (entrevue CMP)

Il y a donc un travail de représentation à faire à partir des expériences réussies sur le terrain :

Il faut que nous parlions de nos succès, qu'on fasse remonter l'information au gouvernement, aux donneurs d'ordres. Les fonctionnaires voient passer ces informations et ça les aide à faire valoir une politique ou un plan d'action selon nos objectifs et à dégager des enveloppes budgétaires pour mettre en place des projets structurants. Si nous arrivons aujourd'hui à faire financer des projets de symbiose industrielle au Québec, c'est en partie grâce à cette approche. (entrevue CMP)

## 2.2 L'impact social de l'économie circulaire au Recyclo-Centre

Sur le plan social, le Recyclo-Centre profite d'une continuité historique avec l'Atelier du chômeur, un projet de jeunes travailleurs sans emploi instauré à la fin des années 1960 dans le cadre de l'action chômage de la Jeunesse ouvrière chrétienne (Beaudoin et Favreau, 2000). On visait à créer de l'emploi en recueillant des vêtements et des meubles usagés pour les revendre et, dans certains cas, pour les restaurer. Repris et constitué en OBNL par les travailleurs mis à pied de Marine Industries au début des années 1980, le projet s'est clairement affiché comme entreprise d'économie sociale en 1992, avec une quadruple mission : 1) sociale pour répondre aux besoins de la population; 2) économique par la création d'emplois; 3) environnementale en récupération-réutilisation; et 4) d'insertion sociale et professionnelle pour des jeunes exclus du marché de l'emploi. En 1993, l'entreprise a fait l'acquisition d'un immeuble commercial qu'elle a rénové progressivement pour avoir pignon sur rue dans le Vieux-Sorel. L'adoption de la dénomination Recyclo-Centre remonte à 1995.

Le commerce exploité par le Recyclo-Centre qui permet de remettre en circulation vêtements, meubles et électroménagers génère des revenus permettant de créer des emplois, tout en remplissant une mission d'entraide auprès de personnes vulnérables en leur fournissant gracieusement des biens essentiels. Il a aussi un statut d'entreprise d'insertion qui lui permet d'aider des personnes à se qualifier pour l'emploi dans le cadre de stages en entreprise.

En élargissant sa capacité d'action et en développant des partenariats importants avec la MRC de Pierre-De Saurel, l'entreprise est devenue :

une vraie activité économique, et les chiffres le prouvent : il y a une trentaine de personnes par jour qui travaillent au Recyclo-Centre et nous faisons 60 paies toutes les deux semaines. (entrevue MF)

Afin d'améliorer sa capacité, l'entreprise a misé sur la qualité de la main-d'œuvre :

Nous avons embauché des gens et leur avons donné des salaires pour faire cette amélioration sur le plan des ressources humaines. (entrevue MF)

Il existe une opinion selon laquelle « *l'économie sociale serait moins bonne que l'entreprise privée, mais le commerce se rentabilise lui-même, l'édifice nous appartient, nous faisons des améliorations et nous avons de nouveaux projets* » (entrevue AG). La spécificité de l'entreprise d'ESS est que les profits sont réinvestis dans le développement de ses activités, comme le mentionne le directeur général du Recyclo-Centre :

C'est une économie plus profitable parce que les revenus de la récupération-réutilisation sont réinvestis dans la communauté. Il faut changer des lois et permettre que ce soit l'ÉSS qui œuvre en environnement. (entrevue MF)

Il considère que, en matière de transition socioécologique, « l'économie sociale doit être valorisée » (entrevue MF), un point de vue soutenu par les tenants de la transition juste (Guay-Boutet et collab., 2021). Si l'économie sociale taille sa place en économie circulaire, son poids devrait permettre d'en faire reconnaître les principes dans les lois et réglementations pour la transition. Le directeur du Recyclo-Centre cite l'exemple du réseau Envie<sup>6</sup>, qui regroupe 52 entreprises en France qui ont obtenu des modifications aux réglementations de la construction permettant la réutilisation de certains matériaux, par exemple des textiles recyclés en produits d'isolation, ce qui demeure interdit au Québec.

L'expertise du CTTÉI, comme le précise sa directrice générale, permet de développer de telles propositions :

Notre rôle à nous c'est de voir les risques associés au recyclage et dans quelle filière un matériau peut être dirigé avec le moins d'effort et la plus haute valeur ajoutée, donc de pouvoir écouler le matériel avec le moins de conditionnement possible. Si l'entreprise ne se rentabilise pas, la filière va s'arrêter. (entrevue CMP)

Le Programme Virage Vert de la SADC offre une occasion de profiter de cette expertise en mettant à la disposition de quatre entreprises locales, dont le Recyclo-Centre, 60 000 \$ et l'accès à une enveloppe gérée par le Réseau des SADC et CAE. Ce projet dans la MRC de Pierre-De Saurel s'inscrit dans un horizon régional porté par le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie, sous la dénomination Vision circularité : Feuille de route pour l'économie circulaire en Montérégie<sup>7</sup>.

Le volet social de l'activité économique passe aussi par une mission d'insertion professionnelle. Alors que ces stages rejoignent surtout des personnes référées par le centre local d'emploi, ils sont maintenant sollicités par des entreprises « qui souhaitent aider leur personnel » (entrevue AC) ayant des problèmes d'intégration. L'équipe de direction du Recyclo-Centre est consciente de l'impératif de faire de ces stages une expérience valorisante, notamment en assurant une cohésion entre les personnes qui travaillent dans l'entreprise :

Ça fait partie du processus d'embauche de présenter nos valeurs pour le volet environnemental et pour le volet social. La valeur d'inclusion est omniprésente. Les 20 personnes à l'emploi du Recyclo-Centre partagent toutes les valeurs de respect, d'ouverture, de tolérance pour que tout le monde travaille à son rythme. (entrevue AG)

La directrice des opérations ajoute que le maillage du Recyclo-Centre avec l'Écocentre régional et l'Atelier-Centre de travail adapté « permet de garder dans l'organisation des talents en leur offrant l'occasion de se développer dans l'innovation, en leur donnant des responsabilités et des salaires en conséquence » (entrevue AG).

### **3. La contribution du Recyclo-Centre à l'économie circulaire dans la MRC de Pierre-De Saurel**

L'action du Recyclo-Centre correspond aux stratégies d'économie circulaire « en aval, qui vont donner une nouvelle vie aux ressources, comme l'écologie industrielle, le recyclage et le compostage ainsi que la valorisation » (Maheux-Picard et Pinna, 2022, p. 130). En 2022, l'entreprise peut compter sur les apports de 30 000 donateurs par année. Selon son rapport annuel 2022, cela lui permet de traiter 64 tonnes métriques de bois, 70 tonnes de métaux, 50 tonnes d'appareils électroniques et 78 tonnes de carton, et de recycler de

façon sécuritaire 13 000 tubes fluorescents (Recyclo-Centre, 2023). L'apport le plus important demeure les quelque 200 tonnes de vêtements qui font l'objet d'un triage et dont 20 % sont des pièces de qualité recherchée pour la vente dans la friperie.

L'entreprise reçoit plus de dons que ce qu'elle est capable de mettre en vente dans ses 10 500 pi<sup>2</sup> de superficie commerciale. (entrevue AG)

Le défi du Recyclo-Centre est de remettre en circulation le plus de matériel possible par la réutilisation ou par le recyclage afin de ne pas être ensevelie sous des tonnes de produits donnés par la population. La gestion quotidienne des flux est une condition essentielle et doit permettre d'assurer le roulement des produits. Plus de 80 000 transactions commerciales pour des vêtements, des meubles et des électroménagers ont été enregistrées en 2022, soit de 250 à 300 transactions par jour, avec un rythme soutenu et peu de périodes creuses. Les personnes appauvries font partie de la clientèle, mais elles ne forment pas la majorité puisque le profil général correspond assez bien à celui de la population locale.

Le commerce, même s'il est encore grevé par son ancienne identité – il est courant d'entendre « Je vais aller porter ça aux chômeurs » –, offre une activité appréciée :

On voit ces clients revenir, ce qui veut dire que leur première expérience a été bonne, qu'ils sont satisfaits des produits qu'ils ont achetés et ont aimé l'expérience client. Si tu cherches quelque chose en particulier, c'est très rare que tu ne trouves pas en trois ou quatre visites! Plus le choix est facile pour le citoyen, plus cela contribue au changement de mentalité. (entrevue AG)

Cette bonne santé commerciale est un indice qu'il est possible de faire en sorte que la réutilisation – et donc la réduction à la source – devienne une expérience positive et favorise l'adoption de nouveaux comportements. On peut donc considérer que le Recyclo-Centre contribue à la transformation de la culture de consommation :

Les jeunes dans la vingtaine sont là : ils tripent sur les friperies. Ils les font toutes. (entrevue AG)

C'est majeur, le tonnage que nous réussissons à détourner de l'enfouissement. (entrevue MF)

Selon la directrice du CITTÉI, les services d'intermédiaire entre la récupération et le traitement pour la réutilisation et le recyclage constituent :

vraiment un maillon essentiel de l'économie circulaire. [...] Ça prend quelqu'un qui va faire le pont et gérer la réception de ces matières, s'assurer qu'elles sont encore propres à la consommation, et faire le lien entre les donateurs et les personnes qui vont acquérir ces ressources. (entrevue CMP)

Cette contribution est reconnue par les élus de la MRC, qui ont signé avec le Recyclo-Centre un contrat de gré à gré de six ans pour ajouter à ses activités la gestion de l'Écocentre régional. La MRC reconnaît que l'entreprise « a un très grand rôle dans [sa] politique de réduction des matières résiduelles » et lui accorde du soutien parce qu'elle aide « à réduire la quantité de matières qui vont à l'enfouissement » (entrevue OB).

De plus, la MRC finance la levée des conteneurs de matières triées que le magasin ne peut pas revendre et qui autrement seraient recueillies lors du porte-à-porte dans le bac des déchets à enfouir. La directrice des opérations du Recyclo-Centre participe au comité responsable du plan de gestion des matières résiduelles, qui est composé d'élus et de professionnels de la MRC. C'est une marque de reconnaissance de l'expertise de l'entreprise.



La SADC Pierre-De Saurel a retenu le Recyclo-Centre comme une des quatre entreprises recrutées dans le cadre du volet Symbiose industrielle et économie circulaire du Programme Virage Vert de l'Agence de développement économique Canada. La directrice générale de la SADC considère que « le Recyclo-Centre est un modèle, un exemple que les gains environnementaux peuvent servir les gains économiques » (entrevue SP). Ce financement a permis de recourir à l'expertise du Comité 21 Québec<sup>8</sup> afin de « caractériser leurs gisements et voir par la suite quelles seraient les opportunités pour améliorer leur traitement et voir d'autres développements » (entrevue SP). Le projet s'inscrit dans une stratégie plus large de la SADC pour « amener la MRC à embarquer de plain-pied dans l'économie circulaire et à s'associer avec toute la Montérégie circulaire » (entrevue SP) portée par le Comité 21 Québec.

En plus de son commerce et de l'Écocentre régional, le Recyclo-Centre a récupéré les emplois d'un atelier de travail protégé dont l'entreprise avait dû cesser ses activités. Cela lui permet d'ajouter à la chaîne une entreprise, soit l'Atelier-Centre de travail adapté :

Il prend la matière non vendable pour la trier et pour la revendre à certains recycleurs. (entrevue JC)

À défaut, il l'entrepose, avant de trouver ou de développer une filière de recyclage. Au cours de sa première année, l'Atelier-Centre de travail adapté a notamment récupéré 100 000 masques d'intervention jetés dans les établissements publics, puis les a traités « *en séparant chacune des parties du masque, qui deviennent ainsi recyclables* » (entrevue JC). Une autre réalisation en 2022 est le démantèlement de 4 194 petits appareils réfrigérants (climatiseurs, fontaines d'eau, déshumidificateurs) :

Les équipements qui arrivent sont enregistrés dans un tableau de bord indiquant leur modèle, leur code barres, leur gaz. Ils sont ensuite dégazés de façon sécuritaire pour éviter les fuites, puis les gaz sont confiés à une entreprise spécialisée pour les traiter. Ensuite, les appareils sont démantelés pour séparer les différentes matières qui les composent et que nous revendons à un recycleur. Nous sommes parmi les cinq entreprises au Québec qui font cela. (entrevue JC)

Ce rôle d'intermédiaire dans le processus d'économie circulaire ne va pas de soi. D'une part, parce que ces opérations entraînent des coûts pour démanteler, conditionner et transporter, que l'entreprise doit trouver les moyens de financer; d'autre part, parce que les débouchés pour la réutilisation ou le recyclage ne sont pas toujours évidents ni disponibles dans un rayon raisonnable. Malgré tout, les gestionnaires du Recyclo-Centre sont polyvalents :

Ils peuvent offrir des services, créer un plateau de travail. Ils peuvent répondre à des besoins ponctuels ou à des besoins de longue durée pour les flux de matières pour lesquelles il n'y a pas de solution. (entrevue CMP)

Nous sommes excellents pour mettre en marché la matière en bon état. (entrevue AG)

Par exemple, la revente de jouets permet une réduction importante des rejets de plastique non recyclable puisque ceux que le Recyclo-Centre reçoit sont pratiquement tous vendus :

Les jouets qui sont mis en magasin sont comme neufs. (entrevue AG)

Toutefois, le Recyclo-Centre n'a pas actuellement les ressources pour la réparation, notamment des appareils électroménagers, car la main-d'œuvre et les pièces ne sont pas facilement disponibles :

Ce qui reste à développer, c'est la capacité de réparer, de rénover, de restaurer ce qui est en moins bon état pour le mettre aussi en marché. (entrevue AG)

Dans le domaine du textile, le Recyclo-Centre constate une augmentation du volume de vêtements bas de gamme :

Beaucoup en textiles mixtes, qui rendent le recyclage difficile. (entrevue AG)

Les fibres mélangées sont difficiles à recycler. Aussitôt que c'est un peu élastique, que ce soit dû à la présence d'élasthanne par exemple, cela rend les vêtements plus confortables, mais il n'y a pas de filière pour recycler ça. (entrevue CMP)

Soutenue par la SADC, la caractérisation par le Comité 21 Québec des textiles reçus au Recyclo-Centre a démontré que 80 % des vêtements doivent prendre le chemin de l'enfouissement en raison de la nature non recyclable de leurs fibres :

Le défi est d'identifier des hypothèses de traitement, de voir à la faisabilité de chacune des hypothèses et de travailler à les mettre en œuvre. (entrevue SP)

Il s'agit d'un chantier qui exige de travailler dans la durée, en attente d'un soutien patient requis pour développer cette capacité. Le Recyclo-Centre assume une fonction de vigie quant aux possibilités de recyclage des matières pour lesquelles les solutions ne sont pas encore disponibles :

On est toujours à l'affût. Si on voit des choses ailleurs, on va les ramener en réunion d'équipe et on va les ajouter aux projets possibles. (entrevue AC)

## Conclusion

Partant de la question à savoir comment l'économie circulaire mise en pratique dans une entreprise d'ÉSS permet de développer une économie de sobriété, l'analyse de l'expérience du Recyclo-Centre démontre que son apport au traitement des matières résiduelles de la MRC de Pierre-De Saurel est une contribution assez significative pour occuper une place dans son *Projet de plan de gestion des matières résiduelles 2023-2030* (MRC de Pierre-De Saurel, 2022). Le développement d'une culture de réutilisation dans la population locale repose sur la qualité assez élevée de l'offre commerciale de l'entreprise. Enfin, le couplage avec l'Écocentre régional et l'Atelier-Centre de travail adapté constitue une filière qui élargit l'impact de la récupération-réutilisation-recyclage, tout comme la participation à un réseau national d'entreprises similaires. Ces efforts sont de nature à faire progresser le taux de circularité de l'économie, non seulement en matière de résultats d'affaires, mais aussi d'acceptabilité sociale.

Comme entreprise d'ÉSS, le Recyclo-Centre occupe une place significative dans le paysage sorelois par son histoire autant que par ses réalisations en entraide et en insertion professionnelle. Toutefois, ce statut lui permet aussi de développer des activités relativement peu rémunératrices, tout en affichant des résultats économiques assez solides pour soutenir le développement de la circularité. L'égalité priorité donnée aux retombées sociales de l'entraide et à la réduction des matières résiduelles contribue à la qualité de vie de la communauté.

Une telle initiative apporte-t-elle une contribution à la transition socioécologique au Québec? La réponse à cette question exige de la modestie, mais les efforts pour inscrire la démarche du Recyclo-Centre dans un projet d'écodéveloppement du territoire indiquent qu'on peut considérer qu'il s'agit bien d'un projet économique axé sur la transition, étant entendu que la transition, si elle est un « moment radical » (Séguin, 2022), demeure un processus qui se réalise dans la durée. C'est à l'échelle du réseau des entreprises d'économie sociale au Québec qu'il semble possible de mettre en évidence comment

l'économie circulaire fait partie de la solution. Cette étude de cas offre à tout le moins un exemple de traitement à grand volume de matières que la population considère en fin de vie utile, mais qui deviennent une option de rechange au prélèvement de nouvelles ressources pour produire du neuf.

## REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Mario Fortin, directeur général; Alexandra Gagné, directrice des opérations; Andréanne Courchesne, coordonnatrice au programme d'insertion; et Jessica Campeau, directrice des opérations à l'Atelier-Centre de travail adapté, tous du Recyclo-Centre. Nous sommes aussi reconnaissants des contributions d'Omer Bambara, coordonnateur à la gestion des matières résiduelles à la MRC de Pierre-De Saurel; de Claude Mabeux-Picard, directrice du CTTÉI; et de Sylvie Pouliot, directrice générale de la SADC Pierre-De Saurel.

## NOTES

- 1 “Reducing the consumption of raw materials [...] and the use of recyclables in products and recovering raw materials from waste flows.”
- 2 “On a conceptual level, both social and circular economies have a transformative vision for society: social economy seeks to democratize the economy and therefore move beyond capitalist share-holder-driven enterprises, whereas circular economy seeks to decouple a growth-addicted economy from unsustainable resource demands.”
- 3 Les verbatims d'entrevues sont identifiés par les initiales des personnes rencontrées (voir les remerciements).
- 4 Voir <https://www.coderr.ca/rivra>
- 5 Le Programme Virage Vert est porté par le Réseau des SADC et CAE, avec l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.
- 6 Voir <https://www.envie.org>
- 7 Voir <https://crem.qc.ca/fr/project/visioncircularite>
- 8 Le Comité 21 Québec est un organisme à but non lucratif d'économie sociale dont la mission est d'accélérer la mise en œuvre du développement durable en accompagnant les acteurs économiques locaux dans la mise en place de stratégies et d'actions concrètes en ce sens. Voir <https://www.comite21quebec.org>

## RÉFÉRENCES

- Audet, R., Segers I. et Manon, M. (2019). *Le projet Nos milieux de vie! : retour sur les premières phases d'une expérimentation de transition dans Rosemont-La Petite-Patrie*. Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique. <https://chairetransition.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/48/2019/02/Le-projet-Nos-milieux-de-vie-Retour-sur-les-premieres-phases-d-une-experimentation-de-transition.pdf>
- Beaudoin, L. et Favreau, L. (2000). *Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement : l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu Inc.* Chaire de recherche en développement communautaire. <https://depot.erudit.org/id/001896dd>
- Bellemare, M.-F., Martin-Déry, S., Ziegler, R., Vézina, M., Raufflet, E. et Walsh, A. (2022). Synergizing social economy and circular economy. *Canadian Journal of Nonprofit and Social Economy Research*, 13(1), 106-110. <https://doi.org/10.29173/cjnsr591>
- CLD du Bas-Richelieu, SADC du Bas-Richelieu, Société des parcs industriels Sorel-Tracy et Développement économique du Canada. (2005). *Sorel-Tracy : région d'excellence en développement durable au Québec*. <https://belspuqtr.ca/id/eprint/960>
- Dubeu, A. (2022). L'éducation populaire aux prises avec l'économie. Dans J. Combes, B. Lasnier et J.-L. Laville (dir.), *L'économie solidaire en mouvement* (p. 214-218). Érès. <https://doi.org/10.3917/eres.combe.2022.01.0214>
- Économie sociale Bas-Saint-Laurent. (2023). *Qu'est-ce que l'économie sociale et solidaire?* <https://economiesocialebsl.com/l-economie-sociale-et-solidaire>
- Guay-Boutet, C., Martin-Déry, S. et Huot, G. (2021). *Économie sociale et transition socioécologique : quel cadre commun?* Territoires innovants en économie sociale et solidaire. [https://tiess.ca/wp-content/uploads/2022/05/Transition\\_Synthese.pdf](https://tiess.ca/wp-content/uploads/2022/05/Transition_Synthese.pdf)
- Harrison, D. et Klein, J.-L. (2004). Introduction. Dans J.-L. Klein et D. Harrison (dir.), *L'innovation sociale : émergence et effets sur la transformation des sociétés* (p. 1-14). Presses de l'Université du Québec.

- Jegen, M. (2022). *L'État face à la crise environnementale*. Presses de l'Université de Montréal.
- Jetté, C. (2017). Économie sociale et organismes communautaires au Québec. Dans J.-L. Lavoie, G. Pleyers, E. Bucolo et J. L. Corragio (dir.), *Mouvements sociaux et économie solidaire* (p. 305-321). Desclée de Brouwer.
- Maheux-Picard, C. et Pinna, J. (2022). Faire tourner l'économie circulaire pour lutter contre les changements climatiques. Dans Institut du Nouveau Monde (dir.), *L'état du Québec 2023 : urgence climatique – Agir sur tous les fronts* (p. 127-136). Somme toute/Le Devoir.
- MRC de Pierre-De Saurel. (2022). *Projet de plan de gestion des matières résiduelles 2023-2030*. [https://www.mrcpierredesaurel.com/wp-content/uploads/2022/11/Projet\\_PGMR\\_2023-2030\\_Revise.pdf](https://www.mrcpierredesaurel.com/wp-content/uploads/2022/11/Projet_PGMR_2023-2030_Revise.pdf)
- Pichot, S. (2022). Une économie solidaire... et circulaire. Dans J. Combes, B. Lasnier et J.-L. Lavoie (dir.), *L'économie solidaire en mouvement* (p. 118-121). Érès.
- Recyclo-Centre. (2023). *Rapport annuel 2022*. <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/rapport-annuel-2022-2023.pdf>
- RECYC-QUÉBEC et Circle Economy. (2021). *Rapport sur l'indice de circularité de l'économie du Québec : réduire l'écart en matière de circularité au Québec*. <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/sites/default/files/documents/rapport-indice-circularite-fr.pdf>
- Riopel, A. (2022). Passer à l'action grâce au GIEC. Dans Institut du Nouveau Monde (dir.), *L'état du Québec 2023 : urgence climatique – Agir sur tous les fronts* (p. 100-108). Somme toute/Le Devoir.
- Séguin, H. (2022). *Lettre aux écologistes impatientes et à ceux qui trouvent qu'ils exagèrent*. Écosociété.
- Van Buren, N., Demmers, M., Van der Heijden, R. et Witlox, F. (2016). Towards a circular economy: The role of Dutch logistics industries and governments. *Sustainability*, 8(7), 647. <https://doi.org/10.3390/su8070647>